

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et corrective des matériels
de restauration avec fournitures de pièces détachées
au profit du CHU de Bordeaux et du Centre
Hospitalier de Charles Perrens.**

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 20 octobre 2025 à 12:00

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX**

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	4
2.4 - Développement durable	4
3 - Conditions relatives au contrat	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	6
5.2 - Visites sur site	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
6.1 - Transmission électronique	7
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures.....	9
7.2 - Attribution des accords-cadres	9
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires.....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration avec fournitures de pièces détachées au profit du CHU de Bordeaux et du Centre Hospitalier de Charles Perrens

L'établissement support du Centre Hospitalier de Charles Perrens est le CHU de Bordeaux.

Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, établissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre est conclu pour les seuls besoins du CHU de Bordeaux et du Centre Hospitalier de Charles Perrens.

Cet accord-cadre est conçu pour la passation d'accords-cadres portant sur des prestations de maintenance préventive et corrective des matériels de restauration, incluant la fourniture de pièces détachées.

Les consultations relatives aux besoins similaires des autres établissements membres du GTH Alliance de Gironde feront l'objet de publications ultérieures.

Ces publications interviendront en fonction des calendriers propres à chaque établissement et de l'évolution de leurs besoins.

En conséquence, la présente consultation ne saurait engager ni préjuger des modalités, du contenu ou de la date de publication des futures consultations émanant du GTH Alliance de Gironde.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution du CHU de Bordeaux et du Centre Hospitalier Charles Perrens sont listés en annexe 1 du CCAP.

Les lieux de livraison seront inscrits sur chaque bon de commande.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre composite s'exécute pour partie sur la base d'un prix forfaitaire et pour partie sur la base de bons de commande issus du bordereau des prix unitaires.

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Maintenance des matériels du CHU de Bordeaux
1.a	Maintenance des matériels de production, selfs et laveries du CHU de Bordeaux pour les sites Hospitaliers Haut Lévéque, Xavier Arnozan, Saint-André, Pellegrin et la Direction Générale.
1.b	Maintenance des matériels de conditionnement des plats cuisinés du CHU de Bordeaux pour les sites hospitaliers de Haut Lévéque, Pellegrin et Saint-André.
1.c	Maintenance des matériels de production, self et laverie de l'Internat de l'Hôpital Pellegrin.

1.d	Maintenance des matériels roulants du CHU de Bordeaux pour les sites de Haut Lévêque -Xavier Arnozan - Direction Générale - Pellegrin - Saint-André.
02	Maintenance des matériels du Centre Hospitalier de Charles Perrens
2.a	Maintenance des matériels de production, selfs et laveries pour le Centre Hospitalier de Charles Perrens
2.b	Maintenance des matériels de conditionnement des plats cuisinés pour le Centre Hospitalier de Charles Perrens

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Du lot 1 au lot 4 :

Code principal	Description
50324200-4	Services de maintenance préventive
45259000-7	Réparation et entretien d'équipements

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 9 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché public seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- Annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations.

- Annexe 2 : liste des comptables assignataires - Trésoriers - GHT Alliance de Gironde

- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :

- Annexe 1 : liste des Etablissements du GHT Alliance Gironde

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :

- Annexe 1 : Liste pièces détachées - LOT 1.A et 1.B

- Annexe 1 : Liste pièces détachées - LOT 2.A et 2.B

- Annexe 2 : LOT 1A - 1B - 1C - 1D - Récapitulatif matériel

- Annexe 2 : LOT 2A - 2B - Récapitulatif matériel

- Annexe 3 : AFO09438_Energies

- Annexe 4 : MECAPACK 12009438001

- Annexe 5 : Notice O²2500 Raccordement

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe :

- Annexe 1 : Coordonnées et dates pour visites

- Trame du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (pour tous les lots) et son annexe :

- Annexe 1 : Liste des pièces détachées complémentaires

- Pièce de candidature DC1

- Pièce de candidature DC2

- L'attestation de visite

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Attestation de responsabilité civile en cours de validité.	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
La lettre de candidature, obligatoire pour les groupements d'opérateurs économiques.	Non
Numéro unique d'identification ou document d'inscription à un registre professionnel délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
----------	-----------

La trame du mémoire technique complétée	Non
Le catalogue fournisseur complété	Non
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : Annexe 1 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations ; Annexe 2 : Liste comptables assignataires - Trésoriers GHT Alliance de Gironde	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) : Le BPU doit être impérativement au format Excel. Le candidat peut également transmettre une copie en PDF	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) : La DPGF doit être impérativement au format Excel. Le candidat peut également transmettre une copie en PDF.	Non
Certificats : - Attestation de formation des techniciens sur les machines, MECAPACK (Lot 2.B), et MONDINI (Lot 1.B) ; - Les preuves de certification pour les équipements objets de l'accord-cadre dont les constructeurs exigent l'intervention par du personnel qualifié et habilité (pour les lots 1 et 2) et a minima les attestations de formation "MACHINES A VANCEMENT - M-iQ - Niveau 1 + 2" pour les techniciens dédiés à intervenir sur les matériels ; - Tierce maintenance applicative (preuve que les agents sont formés sur les machines). - Habilitation électrique et vapeur	Non
L'attestation de visite	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire.

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les candidats devront obligatoirement voir chaque équipement de chaque lot auquel ils soumissionnent en présence d'un technicien afin d'évaluer la charge de travail et répondre ainsi en toute connaissance de cause à cette consultation.

Chaque soumissionnaire devra prendre contact avec les référents mentionnés dans l'annexe au RC mentionnée ci-dessous afin de s'inscrire aux visites.

En cas de retrait du DCE après les dates de visites fixées dans l'annexe au RC, les soumissionnaires pourront prendre contact avec les référents afin de réaliser la visite obligatoire. Toutefois, ces visites ne pourront être effectuées que jusqu'au mardi 7 octobre 2025 inclus.

L'organisation des visites :

Cf. Annexe 1 -Coordonnées et les dates pour les visites.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CHU BORDEAUX
Direction de la Politique Achats, de la Logistique et de la Stratégie Patrimoniale
Bâtiment Dubernat
12 rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme PLACE-Entreprise (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



Pensez à anticiper votre dépôt 48 heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots : 1.a - 1.b

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au regard du DPGF et du BPU	45.0
1.1- <i>Cout forfaitaire de la maintenance préventive au regard de la DPGF pour la Prestation 1</i>	20.0
1.2- <i>Cout forfaitaire de la maintenance curative au regard de la DPGF pour la Prestation 2</i>	15.0
1.3- <i>Cout de la maintenance corrective au regard du chantier type masqué pour la prestation 3</i>	10.0
2-Valeur technique	50.0
2.1- <i>Organisation, formation, habilitations et moyens humains dédiés pour répondre aux exigences du CCTP</i>	15.0
2.2- <i>Méthodes d'intervention, gamme de maintenance, moyens technologiques et matériels déployés dans le cadre de la prestation souhaitée</i>	15.0
2.3- <i>Durée de garantie d'une maintenance corrective dans le cadre de la prestation souhaitée</i>	5.0
2.4- <i>Délai maximum de livraison des pièces détachées au regard du BPU</i>	5.0

2.5- Approvisionnement et pertinence de la liste des pièces détachées fournies proposées	10.0
3-Performances environnementales : présentation des actions menées par l'entreprise en matière de réduction des émissions de CO2 et de protection de l'environnement	5.0

Pour les lots : 1.c - 1.d

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45.0
1.1- Cout forfaitaire de la maintenance curative au regard de la DPGF pour la Prestation 2	25.0
1.2- Cout de la maintenance corrective au regard du chantier type masqué pour la prestation 3PGF P2	20.0
2-Valeur technique	50.0
2.1- Organisation, formation, habilitations et moyens humains dédiés pour répondre aux exigences du CCTP	20.0
2.2- Méthodes d'intervention, gamme de maintenance, moyens technologiques et matériels déployés dans le cadre de la prestation souhaitée	20.0
2.3- Durée de garantie d'une maintenance corrective dans le cadre de la prestation souhaitée	10.0
3- Performance environnementale : présentation des actions menées par l'entreprise en matière de réduction des émissions de CO2 et de protection de l'environnement	5.0

Pour les lots n°2.a - 2.b

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
1.1- Cout forfaitaire de la maintenance préventive au regard de la DPGF pour la Prestation 1	15.0
1.2- Cout forfaitaire de la maintenance curative au regard de la DPGF pour la Prestation 2	15.0
1.3- Cout de la maintenance corrective au regard du chantier type masqué pour la prestation 3	10.0
2-Valeur technique	55.0
2.1- Organisation, formation, habilitations et moyens humains dédiés pour répondre aux exigences du CCTP	15.0
2.2- Méthodes d'intervention, gamme de maintenance, moyens technologiques et matériels déployés dans le cadre de la prestation souhaitée	20.0
2.3- Durée de garantie d'une maintenance corrective dans le cadre de la prestation souhaitée	5.0
2.4- Délai maximum de livraison des pièces détachées au regard du BPU	5.0
2.5- Approvisionnement et pertinence de la liste des pièces détachées fournies proposées	10.0
3-Performances environnementales : présentation des actions menées par l'entreprise en matière de réduction des émissions de CO2 et de protection de l'environnement	5.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Le critère prix unitaire sera analysé à partir d'un chantier type masqué.

Les « chantiers types » ne sont pas communiqués à l'appui du présent dossier de consultation.

Ils représentent le descriptif et le quantitatif des travaux susceptibles d'être commandés au titre de l'accord-cadre.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires, le bordereau des prix unitaire prévaudra et le montant du chantier type masqué sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le critère prix forfaitaire sera analysé à partir de la DPGF.

Les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.info/accueil.htm>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif

9 rue Tastet

33063 Bordeaux

Tel : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif

9 rue Tastet

33063 Bordeaux

Tel : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de BORDEAUX

DREETS Nouvelle-Aquitaine - Pôle C

Cité Administrative

2 Rue Jules Ferry

33090 BORDEAUX CEDEX

Point de contact : Mme Stéphanie MARCON
Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél : 05.54.68.99.56 / 07.61.17.74.12
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr